

Cameroun/Présidentielle du 7 octobre

Trois candidats demandent l'annulation du scrutin

AFP
Yaoundé/Cameroun

LES trois principaux candidats à l'élection présidentielle au Cameroun, ont saisi hier le Conseil constitutionnel afin qu'il annule en partie ou totalement le scrutin de dimanche, pour "fraudes et irrégularités", a constaté un journaliste de l'AFP. Maurice Kamto, qui avait revendiqué sa victoire dès le lendemain de l'élection, a déposé au Conseil constitutionnel une "requête en annulation partielle des opérations électorales". Joshua Osih candidat du principal parti d'opposition, le Social Democratic Front (SDF), et Cabral Libii, 38 ans, le plus jeune des candidats, très populaire auprès de la jeunesse, ont introduit des recours en annulation totale du scrutin. Ces requêtes ont été affichées au Conseil constitutionnel dont les membres



Photo : AFP

Maurice Kamto – qui avait filé la métaphore footballistique pour revendiquer la victoire – et deux autres candidats parmi les principaux ont déposé des recours en annulation de la présidentielle de dimanche dernier.

sont des proches du président sortant Paul Biya, 85 ans, au pouvoir depuis 1982, et qui était candidat à un 7ème mandat consécutif. Le Conseil doit examiner ces requêtes et donner son verdict avant de proclamer le résultat du scrutin, au maximum deux semaines après l'élection. M. Kamto sollicite l'annulation du vote dans sept des dix régions du pays en raison "des multiples irrégularités, d'importantes cas de

fraudes et des cas de violation de la loi". Il demande ainsi l'annulation dans les régions anglophones du Nord-Ouest et Sud-Ouest, en proie à un conflit armé depuis un an entre séparatistes et forces armées, qui a rendu impossible d'y "respecter les règles d'organisation de l'élection présidentielle". Selon M. Osih, le scrutin a été "émaillé par une kyrielle d'irrégularités qui (...) compromettent durablement la

sincérité du résultat". Dans sa requête, il souligne lui aussi qu'"il était impossible" que le vote ait lieu en zones anglophones, dénonçant "l'impuissance de l'administration" à y assurer la sécurité. Dans les zones anglophones, très peu de personnes se sont rendues aux urnes dimanche, avaient constaté des journalistes de l'AFP. Le taux de participation y serait en dessous de 5%, selon le centre d'analyse International Crisis Group (ICG). Cabral Libii estime lui que la présidentielle "s'est caractérisée par de nombreuses fraudes et irrégularités". Cette "élection n'a été ni libre, ni crédible, ni démocratique, ni transparente", écrit-il dans sa requête. Quinze autres recours ont été introduits par deux autres opposants, non candidats à la présidentielle. Sept candidats affrontaient M. Biya.

Mali/Attaque

Trois militaires tués par une mine dans le centre

AFP
Bamako/Mali

Quatre autres ont été blessés lors de cette explosion attribuée à des "terroristes".

TROIS militaires maliens ont été tués dans la nuit de mercredi à hier dans le centre du Mali, lorsque leur véhicule a sauté sur une mine, a appris l'AFP de sources militaires et locale. "Notre véhicule de relève venait de Boulkessy (localité malienne située à la frontière avec le Burkina Faso). Entre

la ville de Djoungani et Koro, le véhicule a sauté sur une mine. Il y a eu trois décès. Quatre autres militaires ont été blessés", a déclaré une source militaire malienne. Selon la même source, "les blessés ont été rapidement transportés vers le sud", et "un renfort militaire est venu sur place". Un élu local du centre, a confirmé le bilan de trois militaires tués et plusieurs blessés en ajoutant que "c'est l'œuvre des terroristes", en référence aux groupes jihadistes. Les forces armées maliennes sont les plus touchées par les attaques

jihadistes, en particulier dans la région de Mopti (centre), souligne dans son dernier rapport trimestriel sur le pays le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres. Au cours des trois derniers mois, "42 explosions produites à l'aide d'engins explosifs artisanaux ont été recensées, dont 38 % dans les régions centrales du pays", selon ce rapport daté du 25 septembre. Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés par une interven-

tion militaire internationale, lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit. Mais des zones entières du pays échappent encore au contrôle des forces maliennes et étrangères, régulièrement visées par des attaques, malgré la signature en mai-juin 2015 d'un accord de paix, censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards. Depuis 2015, ces attaques se sont étendues au centre et au sud du Mali et le phénomène déborde sur les pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Niger.

Guinée équatoriale/Droits de l'homme

Le président gracie des opposants

AFP
Malabo/Guinée équatoriale

LE président de Guinée équatoriale a gracié, sans les libérer pour l'instant, 81 prisonniers dont une trentaine d'opposants condamnés en février à plus de 30 ans de prison pour "sédition", selon un décret présidentiel reçu hier par l'AFP. "Nous concédons la grâce aux personnes condamnées ou qui purgent leurs peines pour délits contre le gouvernement, contre l'ordre public et contre les autorités constituées", indique le décret daté de mercredi. Parmi les prisonniers graciés par le président Teodoro Obiang Nguema figure Jesus Mitogo, unique député de l'opposition élu au Parle-



Photo : AFP/L'Union

Le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a saisi l'occasion des 50 ans de l'indépendance de son pays pour décréter la grâce de 81 prisonniers dont une trentaine d'opposants.

ment, membre de Citoyens pour l'innovation (CI), un parti d'opposition dissous en février. M. Mitogo avait été condamné en février, avec d'autres militants de CI, à plus de 30 ans de prison pour "sédition, désordre public, atteintes à l'autorité et blessures graves" suite à des échauffourées pendant la campagne des législatives

en novembre 2017. "Aucun prisonnier n'est encore dehors, personne n'est encore libre", a indiqué hier à l'AFP, Gabriel Nse Obiang, leader national de CI. Il a dit craindre que le président ne renouvelle sa promesse non tenue de "l'amnistie totale" aux "citoyens condamnés (...) pour des délits politiques", annoncée le 4 juillet.

Le parti d'opposition estime que la détention de ses militants est "illégal" et dénonce des exactions et "tortures" dont ils sont victimes. Deux opposants, Evaristo Oyaga Sima et Juan Obama Edu, sont morts en détention, respectivement fin mai et début juillet, des suites de tortures, selon CI. Une information démentie par le gouvernement. Teodoro Obiang Nguema a décrété la grâce à l'occasion des 50 ans de l'indépendance de la Guinée équatoriale, ex-colonie espagnole. Le pays a fermé ses frontières et prévoit une grande célébration de cet anniversaire ce vendredi avec plusieurs chefs d'Etat conviés dans la capitale Malabo. L'Espagne sera représentée par son secrétaire d'Etat à la Coopération extérieure.



Restaurants

NOMAD

BUFFET MIX GRILL

25.000 FCFA par personne

Tous les dimanches à partir de 12H

RÉSERVATIONS:
05 40 77 17 / 05 65 24 17

CASINO CROISSETTE

LE LOUNGE & LES JEUX

Tous les mercredis
Toute la nuit à partir de 18h

Dégustation de vins sélectionnés par les Grands Chais de France.

1 Verre 4500 = 1 Verre Offert
1 Bouteille 22000 = 1 Bouteille Offerte

publi.com

Tél : 04 10 03 91
07 17 34 20

l'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération